

"Une minute après minuit" dans Süddeutsche Zeitung (12 mai 1949)

Légende: Le 12 mai 1949, le journal allemand Süddeutsche Zeitung commente la levée du blocus de Berlin par l'Union soviétique et s'interroge sur l'avenir de la division quadripartite de la ville.

Source: Süddeutsche Zeitung. Münchner Neueste Nachrichten aus Politik, Kultur, Wirtschaft und Sport. Hrsg. FRIEDMANN, Werner; GOLDSCHAGG, Edmund; SCHÖNINGH, Franz Joseph; SCHWINGENSTEIN, August ; Herausgeber DAHLMANN, Alfred; KREYSSIG, Gerhard. 12.05.1949, n° 55; 5. Jg. München: Süddeutscher Verlag. "Eine Minute nach Mitternacht", auteur:Kreyssig, Gerhard , p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/une_minute_apres_minuit_dans_suddeutsche_zeitung_12_mai_1949-fr-565d3dc1-6d42-45b6-a4d3-54efed8bf2c4.html

Date de dernière mise à jour: 06/07/2016



Une minute après minuit

Gerhard Kreyssig

Le rideau de fer est démantelé. Le siège de Berlin, forteresse de la liberté, est levé. Le grand événement que représente pour le monde et pour l'Allemagne le fait que les voies normales de transport vers Berlin et vers l'Est aient été réaffectées à leur usage normal est le signe d'une réalité importante: l'épreuve de force politique et économique entre deux mondes aux deux idéologies différentes sur le grand échiquier de la politique internationale débouche pour l'instant sur une partie remise. Les Allemands à l'Ouest sont libérés de bien des soucis et soulagés du fardeau de devoir payer des millions pour une entreprise insensée à laquelle ils ne participaient que passivement. Les Berlinois vivent le firmament du triomphe de leurs renoncements et de leur courage. Pour les millions de personnes de l'autre côté du rideau de fer, c'est aujourd'hui seulement... qu'est arrivé le printemps, porteur d'espoirs. Dans les zones Ouest, nous sommes heureux de pouvoir reprendre des relations relativement normales avec nos proches et nos amis à l'Est. Les millions de personnes de la zone Est, qui, depuis le blocus de Berlin, ont enduré dix mois l'oppression de l'incertitude et de la peur, poussent un soupir de soulagement à l'idée (peut-être prématurée) que cette période est définitivement derrière eux. Des millions de petits paquets et de colis entre l'Ouest et l'Est, des millions de lettres entre l'Est et l'Ouest attesteront que la frontière de l'Union soviétique sépare artificiellement ce qui est naturellement uni. Et s'il faut un verdict humain, il sera rendu par les milliers qui – légalement – essaient de passer à l'Ouest, ce pourquoi des centaines – illégalement – risquaient jusqu'à présent leur vie chaque nuit. Car, de l'autre côté, la liberté se trouvait dans la mort.

Le grand événement – dans la nuit de mercredi à jeudi, une minute après minuit, le blocus a été levé – fait l'effet d'un cauchemar qui se termine. Cela ne doit toutefois pas nous amener, dans notre joie et notre soulagement, à oublier le fait que la levée du blocus de Berlin n'est pour l'instant rien de plus que la correction d'une action politique. Pour Berlin, pour l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est, et pour les alliés de la Guerre Mondiale, elle signifie simplement le rétablissement d'une situation en soi insatisfaisante. Nous devons aujourd'hui être particulièrement conscients que du blocus de Berlin (qui appartient désormais au passé), en passant par le rétablissement de l'existence «normale» de l'enclave de Berlin, jusqu'à la liberté et à l'unité de l'Allemagne, il reste encore un long chemin à parcourir.

Depuis l'instauration du blocus, les réformes monétaires ont été menées dans les zones de l'Allemagne. Elles ont détruit des interactions et des relations économiques existantes et, le blocus levé, Berlin n'est pas débarrassée de son problème monétaire par le simple fait que 17 trains réguliers relient de nouveau l'Ouest à Berlin, que l'autoroute est ouverte et que les péniches peuvent de nouveau circuler sur les canaux. La réalité est plutôt que la situation qui est apparue le 12 mai à 00 h 01 rouvre des possibilités de chercher et de trouver ensemble des solutions *r a i s o n n a b l e s*.

D'un point de vue politique, de nombreux signes laissent penser que, avec la levée du blocus, les Russes poursuivent des objectifs à long terme beaucoup plus économiques que politiques. Leur blocus les a plus affectés que Berlin et a frappé de plein fouet non seulement l'économie de la zone Est, mais aussi celle des États de l'Europe de l'Est qui se trouvent derrière le rideau de fer. Pour mettre un terme à ces répercussions économiques du blocus de Berlin, une nouvelle réunion des ministres des Affaires étrangères au sujet de la question allemande n'était pas nécessaire. Le fait que les Russes l'aient réclamée montre que, pour la Russie soviétique aussi, la création désormais envisageable, dans un avenir proche, de l'État ouest-allemand et d'un gouvernement fédéral a amené de nouveaux problèmes politiques. Ce n'est pas la République fédérale (temporairement ouest-allemande), mais l'*A l l e m a g n e* qui est à l'ordre du jour.

Par conséquent, toutes les questions que nous n'avons pas abordées pendant dix mois, parce que le blocus rendait toute discussion inutile, reviennent au premier plan. Nous nous trouvons de nouveau devant les questions brûlantes de savoir si et quand l'Allemagne de l'Ouest, tournée vers la démocratie et le plan Marshall, pourra s'unir avec l'économie collectivisée soviétique de la zone Est, avec les principes de la démocratie «populaire», étroitement liée à la dictature de la terreur des tribuns rouges et qui n'a rien à voir avec la démocratie. Pour obtenir l'unité de l'Allemagne, nous devons être prêts à faire des sacrifices *é c o n o m i q u e s* nombreux et lourds pour pouvoir, dans un avenir assez proche, amener la zone

soviétique au niveau de vie et au rendement de la production de l'Allemagne de l'Ouest. Nous ne pourrions pas être prêts à faire la plus infime concession si, en revanche, l'unité de l'Allemagne devait s'acheter au prix de l'abandon des principes démocratiques, d'une atteinte à la dignité humaine et de la restriction de la liberté. Cela fait partie intégrante des droits de l'homme.

Puisque telle est la situation, les puissances occidentales doivent être conscientes que l'unité, la paix et la liberté de l'Allemagne sont indissociables de la nécessité de faire de la démocratie populaire de la zone Est une étape appartenant au passé, tout comme le blocus appartient aujourd'hui au passé.